

L'Adresse—M. Stanfield

tiative une acceptation suffisante des conditions qu'il a fixées pour que son parti soutienne le gouvernement.

Des voix: Quelle honte!

L'hon. M. Stanfield: C'est probablement ce qu'il voulait dire lorsqu'il a déclaré qu'il ne s'attendait pas à recevoir la totalité du gâteau mais qu'il se contenterait de la moitié. Nul d'entre nous n'aurait pu croire qu'il se contenterait non seulement de la moitié du gâteau, mais de ces miettes.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Stanfield: Les députés se rappellent que les années de gâchis décrites par le député de York-Sud ont été marquées par la détérioration progressive des relations entre le gouvernement fédéral et les provinces. Ils se rappellent les disputes entre le gouvernement fédéral et les provinces de l'Atlantique au sujet de l'exploitation du pétrole au large des côtes et des droits de chacun. Ils se rappellent le conflit qui a eu lieu entre le gouvernement fédéral et la Colombie-Britannique et l'attitude belliqueuse et égoïste du gouvernement fédéral envers celui de l'Ontario. Les députés se souviendront également que le gouvernement a fait la sourde oreille à l'Ouest jusqu'à cette conversion subite et ils se souviendront d'avoir entendu tous les premiers ministres provinciaux se plaindre de ce que le gouvernement refusait carrément de les consulter ou de collaborer avec eux à l'égard de questions aussi importantes pour les deux paliers que les programmes de travaux d'hiver. C'était avant les élections.

Au cours de la dernière campagne électorale, dès qu'il voyait le chef d'un parti d'opposition au fédéral en compagnie d'un premier ministre provincial, le premier ministre (M. Trudeau) supposait quelque chose de sinistre. Notre parti a proposé, au cours de la dernière campagne, de mettre fin à cette phase pénible d'antagonisme et d'hostilité. Dans un discours que j'ai prononcé à Calgary, entouré de trois premiers ministres provinciaux, j'ai dit:

L'engagement que je prends envers les Canadiens, s'ils veulent m'appuyer, est de restaurer l'esprit de la Confédération, l'esprit de collaboration, la reconnaissance du besoin de consultation et d'accommodement des politiques fédérales aux priorités provinciales.

J'ai ensuite ajouté:

La première action que devrait prendre un gouvernement conservateur progressiste désireux de réaliser toutes les promesses de la Confédération serait de convoquer une réunion fédérale-provinciale sur les priorités de demain.

La réaction du gouvernement avait alors été le silence. Et voilà le miracle du repentir et de la conversion, comme en fait foi le discours du Trône. On y lit: «Enfin», et c'est le mot qui compte ici, «il doit être reconnu que ce réexamen du régime de sécurité sociale canadien doit être mené conjointement par le gouvernement fédéral et ceux des provinces».

Lorsque le gouvernement a présenté sa politique concernant la mainmise étrangère sur l'économie canadienne, nous avons fait remarquer, et d'autres étaient d'accord avec nous sur cela, que cette proposition du gouvernement avait été formulée et présentée au Parlement sans qu'il y ait eu consultation avec les provinces. A plusieurs reprises, le premier ministre de l'Ontario a déclaré qu'il serait impossible d'introduire une politique efficace à ce sujet sans une coordination et coopération efficaces entre le gouvernement fédéral et les provinces. Le silence était la seule réponse que ce gouvernement avait alors trouvée à cette constatation évidente.

La nécessité des consultations dans ce domaine a, enfin, été reconnue en principe. Le premier ministre se propose

[L'hon. M. Stanfield.]

de rencontrer les premiers ministres des provinces pour harmoniser les objectifs et les programmes pour le bien de tous les Canadiens. Autrement dit, il a cédé. Il a enfin compris que la tenue de la conférence que nous réclamons depuis tellement longtemps est une nécessité. En lisant le discours du trône, monsieur l'Orateur, j'ai en fait l'impression qu'il y aura une avalanche de consultations et la seule conclusion que je puisse en tirer est qu'il y a loin du 30 octobre au chemin de Damas.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Stanfield: L'inquiétude soudaine que montre le gouvernement au sujet des petites entreprises est peut-être aussi surprenante que le désir du premier ministre d'arriver à une coopération et une consultation entre le gouvernement fédéral et ceux des provinces. Nous comprenons les problèmes des petites entreprises et le besoin de les stimuler dans l'intérêt de l'économie dans son ensemble et surtout dans l'intention de créer des emplois. Nous sommes convaincus que la stimulation de l'expansion par le moyen d'allègements fiscaux pour les petites entreprises fera plus pour stimuler l'initiative privée, pour créer des emplois nouveaux et pour encourager la demande de biens et de services que les prêts directs, les concessions et les programmes que le gouvernement applique actuellement. Cette thèse, nous l'avions avancée le 19 octobre, assortie de propositions bien précises sur la politique à suivre. L'attitude du gouvernement y a été tout à fait contraire. Le premier ministre n'a dit à peu près rien à ce sujet, naturellement, c'était sa façon de mener sa campagne électorale. Le soin en fut laissé au ministre des Finances (M. Turner). Voici ce qu'il a dit:

• (1510)

Quelques particuliers pourraient ainsi réaliser de magnifiques bénéfices sans qu'on ait la preuve de la nécessité de fonds pour les petites entreprises.

Et pourtant les faillites des petites entreprises en août, cette année, ont atteint un chiffre record et leur nombre a été par la suite le plus considérable depuis l'époque de la crise économique. Le gouvernement n'en a pas moins répondu, par l'intermédiaire du ministre des Finances, que la nécessité de fonds n'était pas prouvée.

Quelque chose s'est passé depuis le 30 octobre, qui a apparemment modifié la façon de penser du gouvernement. Il a promis d'aider les petites entreprises en leur assurant des services de gestion et de conseils et je me demande s'il ne s'agirait pas du surplus des spécialistes conseils qui consultent actuellement le gouvernement. Ce dernier a promis d'améliorer les moyens de financement; on se demande ce que cela veut dire et je pense que le gouvernement lui-même l'ignore. Il propose l'expansion et l'amélioration de la Banque d'expansion industrielle, ce qui pourrait signifier qu'on encouragera cette banque à consentir des prêts directs sur nantissement, mais cela pourrait vouloir dire autre chose ou rien du tout également. Dans le discours du trône, on propose la décentralisation du ministère de l'Expansion économique régionale, initiative instamment demandée, bien avant le jour des élections, par les provinces, par des organismes comme le Conseil économique des provinces atlantiques. J'avais dit moi-même à ce sujet: